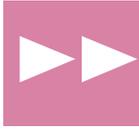


“ Le défi pour tout socialiste, ce n'est pas seulement la révolte contre l'injustice ; c'est de trouver les moyens de rendre la société plus juste ”

La lettre de SOCIALISME & DEMOCRATIE



Supplément à la Lettre hebdomadaire No. 105 - du 7 mars 2007 -- Directeur de la publication : Alain Bergounioux -- sixième année

Tribune

La vérité sur EADS

par **Dominique Strauss-Kahn et Lionel Jospin** (Le Monde daté du 8 mars 2007)



La crise que traverse Airbus constitue un enjeu majeur pour l'Europe et pour la France. C'est vrai du point de vue industriel comme du point de vue social, territorial et même symbolique.

C'est pourquoi Ségolène Roy-

al a eu raison de prendre l'initiative en lançant, dès le 3 mars, un débat public sur l'avenir d'Airbus. De même, était-il opportun d'aller discuter avec Angela Merkel, notre partenaire allemand.

Nicolas Sarkozy s'évertue, lui, à obscurcir le débat. Il a changé de position sur le rôle de l'Etat, prônant d'abord son désengagement, acceptant ensuite son intervention. Il a aussi tenté de se décharger de ses responsabilités, mettant en cause, avec son collègue ministre des finances Thierry Breton, pour seule explication de la crise actuelle le "pacte d'actionnaires" à l'origine de la création d'EADS.

La déformation de la réalité devenant insupportable, et ayant été dans nos fonctions gouvernementales à l'origine de la création d'EADS, nous voulons rétablir la vérité. En 1999, la question qui était posée était de savoir s'il fallait ou non faire EADS. Nous avons considéré que tel était l'intérêt stratégique de la France et de l'Europe. Pourquoi ? Parce que la dispersion et la division de l'industrie aéronautique étaient telles que nous encourrions le risque de sa marginalisation, voire, à terme, de sa disparition.

Il a donc fallu rassembler. Rassembler le public et le privé. Rassembler la France et l'Allemagne, mais aussi le Royaume-Uni et l'Espagne. Et pour ce faire, il a fallu rassurer, notamment nos partenaires allemands qui imaginaient mal participer à un ensemble où l'Etat français serait présent. Ils ont fini par l'accepter. Tel était l'objet du "pacte d'actionnaires", qui instaurait un équilibre entre les différentes parties, que la majorité d'alors, mais aussi le président Jacques Chirac et l'opposition de l'époque ont approuvé, et sans lequel il n'y aurait tout simplement jamais eu d'EADS ni évidemment, dans ces conditions, d'A380.

Par contre, on peut légitimement se demander si, depuis 2002, l'Etat a correctement rempli le rôle d'actionnaire qui est le sien. La réponse est non, et même doublement non : il n'a pas fait ce qu'il devait faire et il a fait ce qu'il ne devait pas faire. D'abord, l'Etat n'a pas exercé sa mission de contrôle.

Il est resté inerte face aux erreurs de gestion - les retards de l'A380, les difficultés de l'A350. La responsabilité du pouvoir est lourde.

Ensuite, et c'est sans doute pire encore, l'Etat a contribué à déstabiliser le groupe. Au plus haut niveau de l'Etat, on a alimenté une guerre franco-française entre les dirigeants d'Airbus et d'EADS, contre l'avis même du groupe Lagardère. On en paie aujourd'hui la facture.

On nous dit que le pacte d'actionnaires initial ne pouvait durer toujours. Sans doute ! Et ce n'est pas une grande découverte. Mais alors pourquoi, en cinq ans, les gouvernements de droite successifs n'ont-ils pas entrepris de modifier ce pacte que le candidat de l'UMP fustige aujourd'hui ?

Incapable dans le contrôle de la gestion courante, immobile dans la stratégie, seulement préoccupée de questions de personnes, sans parler des scandaleuses stock-options, la majorité sortante n'a pas servi l'intérêt de la France.

Aujourd'hui un plan de redressement est nécessaire. Mais il faut qu'il soit remis à plat et discuté dans un dialogue franc avec les organisations syndicales.

Et demain ? Rien ne se fera sans une grande négociation, et d'abord entre Français et Allemands, car il faut, bien sûr, faire évoluer la question de l'actionnariat. C'est vrai de l'actionnariat public, au centre des débats de ces derniers jours. Mais il existe aussi, et peut-être même d'abord, une crise de l'actionnariat privé qu'il est urgent de résoudre, soit par un réengagement des actionnaires actuels, soit par l'arrivée de nouveaux actionnaires.

Evidemment, il faudra aussi régler la question de la direction de l'entreprise. Le montage bicéphale, indispensable pour commencer, n'a sans doute pas vocation à durer. Encore faut-il créer les conditions pour en sortir. Cela passe par une relation de confiance à rebâtir entre tous les acteurs.

Le bilan est simple. La gauche a fait EADS. Depuis 2002, la droite n'a rien fait avancer. Ce sera à la gauche, demain, de veiller à ce grand projet européen pour relancer une magnifique industrie et recréer des emplois. Tel est aussi l'un des enjeux du scrutin présidentiel.

